

Génocide des Tutsi au Rwanda: «les gens de l'Élysée n'ont rien voulu voir», selon Bernard Kouchner

Par Le Figaro avec AFP
Publié à l'instant



Bernard Kouchner a salué le rapport Duclert remis vendredi sur la responsabilité française. *LUDOVIC MARIN / AFP*

François Mitterrand et «*les gens de l'Élysée n'ont rien voulu voir*» durant le génocide de 1994 au Rwanda, a affirmé à l'AFP l'ancien ministre Bernard Kouchner, qui salue le rapport Duclert remis vendredi sur la responsabilité française.

Ce rapport «*apporte un peu de vérité sur une immense faute politique*» française pendant le génocide des Tutsi. «*Mais c'est tellement tardif, plus de 26 ans après*», regrette l'ancien ministre de la Santé et de l'Action humanitaire sous la présidence de François Mitterrand (1992-1993). Comme il l'avait déjà déclaré à la presse, Bernard Kouchner, qui s'est rendu au Rwanda pendant le génocide, assure avoir «*appelé deux fois le président François Mitterrand pour le prévenir*»: «*il m'a écouté et m'a dit: vous exagérez*».

Plus tard, lors d'un échange avec le président Mitterrand, *«je lui ai demandé: 'pourquoi avez-vous protégé le président Juvénal Habyarimana?' Il m'a répondu: 'pourquoi voulez-vous que je le protège', qu'il ne l'avait rencontré que deux fois, qu'il ne le connaissait pas»*. Le rapport souligne pourtant leur proximité. *«Les gens de l'Élysée»*, *«le général Quesnot»* (chef d'état-major particulier), le *«général Huchon»* (alors colonel et adjoint du général Quesnot) ou *«Hubert Védrine»*, alors secrétaire général de l'Élysée, ont fait preuve d'une *«cécité absolue»*, considère Bernard Kouchner.

«La vérité n'était pas recherchée une seconde», les décideurs français, prisonniers d'une lutte *«d'influence»* avec leurs concurrents occidentaux, prenaient Paul Kagame pour *«un valet des Américains»*, décrit encore l'ancien humanitaire, à propos du président rwandais et ancien chef de l'ex-rébellion tutsi du FPR. *«Savoir ce qu'il se passait, c'était facile»*. *«L'aveuglement»* décrit dans le rapport, est *«un bon mot»*. *«Ils (le pouvoir français) avaient tous les moyens de se renseigner sur ce qu'il se passait. Ils ne l'ont pas fait»*, accuse-t-il.